

Extrait de :

Jean-François Drevet et Andreas Theophanous, « Chypre et l'UE : bilans et défis », *Policy Paper n° 58, Notre Europe*, Septembre 2012.

Préface d'Andreas Theophanous

Pour tout petit État membre de l'Union européenne, prendre pour la première fois de la présidence tournante du Conseil de l'UE est un événement lourd de sens. Compte tenu de sa situation particulière et de ses problèmes, cette responsabilité est encore plus importante pour Chypre. En effet, elle traverse une crise économique et a dû demander l'aide du mécanisme européen de stabilité. Surtout, le nord du pays est encore occupé par la Turquie et Ankara ne reconnaît pas le droit à exister de la République de Chypre. Or, la Turquie, elle-même candidate à l'adhésion à l'UE, est au moins 80 fois plus grande que Chypre en termes de superficie et de population. La République de Chypre n'en souhaite pas moins que son mandat à la tête de l'UE soit une réussite.

Désireuse de ne pas être associée seulement à ses difficultés, elle entend jouer un rôle positif dans la région et participer à la réalisation des grands objectifs de l'UE. Dans un contexte très complexe, qui appelle des mesures pour promouvoir des réseaux de coopération, la croissance économique et la tolérance en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient, Chypre peut exploiter

de manière constructive sa position stratégique et ses liens historiques avec les acteurs concernés.

Elle doit donc se montrer à la hauteur et agir de façon à atteindre ses objectifs et préserver ses intérêts. Son chantier le plus urgent est celui des réformes intérieures, qui doivent permettre d'instaurer une structure étatique solide et efficace, ce qui est également crucial pour l'UE.

Il est en effet primordial de comprendre que la question chypriote concerne de près l'UE car le fait qu'un candidat à l'intégration et partenaire de poids, la Turquie, occupe une part importante du territoire d'un de ses États membres sape la crédibilité de l'Union. De même, elle pâtit du refus de la Turquie de reconnaître le droit à exister de cet État membre, qui peut être interprété comme un signe de son incapacité à devenir une puissance politique mondiale.

Deux thèmes récurrents des discussions sur l'avenir de l'UE sont la crédibilité et la solidarité. Ces deux objectifs et principes sont indéniablement mis à l'épreuve à Chypre. En effet, la candidature de l'île à l'UE s'est accompagnée d'une grande euphorie. Cependant, avec le temps, nombre de Chypriotes sont devenus sceptiques vis-à-vis du rôle de l'UE dans la question chypriote ou de sa capacité à peser sur la scène mondiale.

Pour finir, il convient de souligner que l'une des questions cruciales pour l'ensemble de la communauté internationale est celle de la gouvernance dans les États et les sociétés bi-ethniques ou pluriethniques. Les implications du dénouement de la question chypriote dépassent donc très largement les frontières de l'île. Une structure politique, économique et sociale intégrée peut en effet voir le jour à Chypre et encourager la coexistence pacifique et la coopération constructive entre les Chypriotes grecs chrétiens, les Chypriotes turcs musulmans et les autres groupes ethniques et religieux. Une telle conclusion pourrait être très favorable à la réalisation d'objectifs régionaux, européens et internationaux.